

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 5

Artikel: Königsberg-Kaliningrad : avant-poste ou arrière-garde?
Autor: Mongrenier, Jean-Sylvestre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346745>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Königsberg-Kaliningrad : avant-poste ou arrière-garde ?

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Paris VIII) et chercheur associé à l'Institut Thomas More (Paris-Bruxelles).

Ces dernières semaines, manœuvres et contre-manœuvres russes autour du projet américain de bouclier anti-missiles ont focalisé l'attention des observateurs sur l'isthme mer Baltique-mer Noire, l'« axe gothique » des géographes allemands d'antan. La volonté américaine de déployer des systèmes anti-missiles en Pologne et en Tchéquie a suscité des contre-propositions russes concernant l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Caucase-Sud, dans l'aire géopolitique mer Noire-Caucase-Caspienne. Proférée le 4 juillet dernier par Sergueï Ivanov, vice-premier ministre et possible candidat à la présidentielle de 2008, la menace de déployer de nouveaux missiles balistiques dans l'enclave de Kaliningrad nous ramène à la communauté d'espace baltique.

Au cours de la guerre froide, l'espace nordico-baltique était partagé entre atlantisme, soviétisme et neutralisme. Depuis, la dislocation de l'URSS et l'élargissement des instances euro-atlantiques aux riverains de la mer Baltique ont bousculé les « équilibres nordiques ». La Pologne et les Pays Baltes sont aujourd'hui membres de l'Union européenne comme de l'OTAN. La Suède et la Finlande ont intégré la seule Union européenne mais participent activement au Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Quant à la Russie, elle ne dispose plus que de deux étroites « fenêtres » sur la Baltique – Saint-Pétersbourg et l'oblast de Kaliningrad – retrouvant ainsi les frontières qui étaient les siennes avant la victoire de Pierre le Grand sur la Suède de Charles XII (Bataille de Poltava, 1709). Depuis l'indépendance des Pays Baltes et de la Biélorussie, l'oblast de Kaliningrad est un territoire disjoint de la Russie continentale, situé à 400 km des frontières russes et à 1 200 km du Kremlin¹.

Les 15 100 km² de l'oblast de Kaliningrad abritent près d'un million d'habitants, dont 78 % d'ethnie russe. Depuis la mise en place de la zone économique spéciale « Yantar »

(Ambre), créée en 1993, ce territoire bénéficie d'un statut de zone franche. « Yantar » accueille quelques conserveries et usines de montage mais les investissements extérieurs, ainsi que le pétrole de la Baltique, ne suffisent pas encore à combler le retard accumulé au fil du soviétisme triomphant. Le nom de l'oblast évoque misère sociale et sanitaire, mafias et trafics en tout genre. Du moins la production locale d'ambre (90 % des réserves mondiales) porte-t-elle à la nostalgie.

Si l'on en croit la légende celtique rapportée par Apollonius de Rhodes (270-181 av. J.C.), les morceaux d'ambre seraient nés des larmes du dieu grec Apollon, retiré chez les peuples d'Hyperborée, suite à la mort d'Asclépios.



¹ Pour une approche d'ensemble de Kaliningrad, voir Frank Tetart, *Géopolitique de Kaliningrad. Une « île » russe au sein de l'Union européenne élargie*, PU Paris-Sorbonne, 1997.

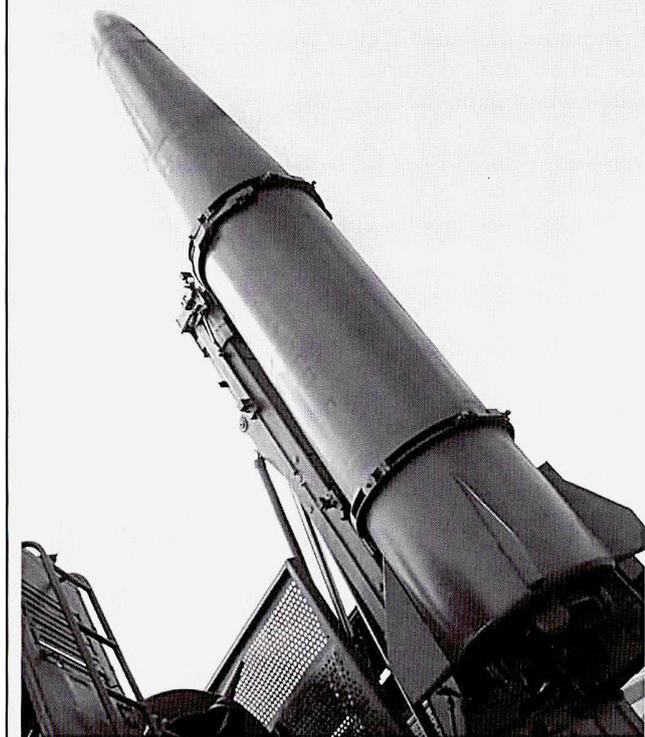
SS 26

Le SS 26 est un engin voué à remplacer le *Scud*, à l'instar du SS 23 *Spider* abandonné sous la réglementation du traité INF (Intermediate Nuclear Forces). Deux variantes ont été développées par KBM : l'une pour la Russie, d'une portée de 4 à 500 km, l'autre pour l'exportation, ayant une portée de 280 km. Chaque engin pèse 3 800 kg. Le missile est opérationnel depuis 1999.

Mobile par la route, deux engins sont transportés sur un camion BAZ-6909 allongé. Le projectile peut être armé de plusieurs têtes conventionnelles à hauteur de 480 kg, dont un conteneur de 10 sous-munitions (bombelettes), un projectile explosif *fuel-air* (FAE), une munition perforante anti-bunker et une charge électro-magnétique (EMP) anti-radio/radar. L'engin est guidé grâce à un radar millimétrique ou par le biais du système de navigation par satellite GLONASS.

Par sa mobilité et sa capacité de tir « à l'aveugle » d'après des données cartographiques ou satellites, le missile dispose d'excellentes possibilités de pénétration des défenses aériennes, même à travers le brouillard ou l'obscurité. La mise en batterie et le tir est largement automatisé, donc très rapide. Il coûte 5 à 8 fois moins cher que les engins comparables de l'OTAN et de nombreuses questions entourent son exportation commerciale.

Rédaction RMS+



Au plan militaire, l'oblast de Kaliningrad a perdu de sa valeur stratégique. Dans les dix années qui ont suivi la dislocation de l'URSS, les effectifs militaires seraient passés de 180 000 à quelque 10 000 hommes. L'enclave demeure l'un des points d'ancrage de la Flotte du Nord mais le commandement est désormais assumé par le port militaire de Saint-Petersbourg. En 2001, l'information selon laquelle la Russie avait déployé des

armes nucléaires tactiques à Kaliningrad avait suscité l'inquiétude des pays voisins. Elle s'était révélée fautive. Aujourd'hui, il est froidement envisagé d'y implanter le missile SS 26 *Iskander*, testé avec succès le 29 mai dernier. En contradiction avec le Traité sur les Forces Nucléaires Intermédiaires (1987), il pourrait être d'une portée supérieure à 500 kilomètres. La menace de transformation de Kaliningrad en poste avancé du dispositif militaire russe, sur les frontières orientales de l'Union européenne, rappelle à la mémoire des Européens l'histoire douloureuse de l'ancienne Königsberg – berceau du royaume de Prusse et patrie d'Emmanuel Kant – conquise par l'Armée rouge en 1945. Rebaptisée du nom d'un fidèle de Staline, Mikhaïl Ivanovitch Kalinine (1875-1946), ce territoire a été victime d'importants « transferts de population », à l'instar des Pays Baltes voisins. Dans cette partie de l'Europe, déportations et autres crimes du communisme sont encore et toujours l'objet d'un négationnisme d'Etat éhonté.

Au début des années 2000, l'enclave de Kaliningrad a été l'un des enjeux des difficiles négociations entre l'Union européenne en cours d'élargissement et la Russie. Nonobstant les règles de l'Espace Schengen, les dirigeants politiques russes cherchaient alors à obtenir l'ouverture d'un corridor extraterritorial entre la Russie occidentale et l'oblast de Kaliningrad. Plus largement, Moscou entendait contrarier l'extension de l'Union européenne à ce qu'elle considère être son « étranger proche ». Les instances communautaires sont perçues comme les vecteurs d'un projet politique concurrent de l'« Espace économique commun » eurasiatique et de l'Organisation du Traité de sécurité collective de la CEI. Pourtant, l'Union européenne a maintenu ses exigences et les désaccords ont été surmontés. Le renforcement des instances euro-atlantiques dans l'espace nordico-baltique pourrait même nourrir un courant autonomiste à Kaliningrad, premier pas vers la constitution d'un quatrième Etat Balte.

Au total, la menace russe de déployer de nouveaux missiles balistiques à Kaliningrad est pleine d'enseignements. Elaborée dans les années 1990, la vision européiste d'une « Méditerranée nordique », vouée au commerce et à la « *soft policy* », se révèle être une forgerie. Quant au magistère moral invoqué par les uns et les autres, les autorités politiques russes ne le reconnaissent décidément pas. De telles prétentions ne sauraient pallier l'inexistence d'un acteur global unifié en Europe. Il est donc urgent de « réduire » ce que médecins et psychologues nomment « dissonances cognitives ». Evénements, décisions et actions constituent autant de tests permettant de vérifier si nos hypothèses et schèmes de perception quant à la réalité sont justes, par essais et erreurs, conformément au modèle épistémologique de Karl Popper. L'enjeu est de mettre en adéquation représentations mentales et réalités géopolitiques.

J.-S.M.